

Unité Départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse

Bar-le-Duc, le 7 novembre 2024

Division de Bar-le-Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer - CS 70542
55 013 Bar-le-Duc Cedex

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15 octobre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE DES FOURS A CHAUX DE SORCY

Usine de Sorcy
BP 16
55 190 Sorcy-Saint-Martin

Références : DT/503-2024

Code AIOT : 0006205651

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 octobre 2024 dans l'établissement SOCIETE DES FOURS A CHAUX DE SORCY implanté : Côte de Menton – 55 190 Sorcy-Saint-Martin. L'inspection a été annoncée le 23 septembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES FOURS A CHAUX DE SORCY
- Côte de Menton – 55 190 Sorcy-Saint-Martin
- Code AIOT : 0006205651
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SOCIETE DES FOURS A CHAUX DE SORCY exploite une carrière à ciel ouvert de calcaire et de groisine sur le territoire de la commune de Sorcy-Saint-Martin. Les matériaux extraits sur le site servent à alimenter les fours à chaux situés à proximité immédiate de cette dernière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|------------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Faune | Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015, article 8.2.12 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 2 | Registres et plans | Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015, article 8.4.1 | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 6 | Prévention des risques | Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015, article 8.7.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------|---|-------------------|
| 3 | Registres et plans | Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015, article 8.4.2 | Sans objet |
| 4 | Prévention des pollutions | Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015, article 8.5.3 | Sans objet |
| 5 | Nuisances sonores et vibrations | Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015, article 8.6.1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a permis d'identifier aucun écart majeur, mais des éléments de réponse sont attendus sur plusieurs points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Faune

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015, article 8.2.12 |
| Thème(s) : Autre, Suivi faunistique |
| Prescription contrôlée : [...] L'ensemble des mesures précitées fait l'objet d'un suivi faunistique dans les 6 mois après chaque période de phasage... [...] |
| Constats : Bien qu'une modification du phasage d'exploitation soit intervenue le 20 décembre 2023 (arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-3102) et que la phase en cours soit définie sur la période 2022-2025, la société a d'ores et déjà confié la réalisation de l'étude à un prestataire extérieur. Les investigations sur le terrain, qui ont porté : <ul style="list-style-type: none">• sur la flore terrestre,• les oiseaux nicheurs, dont le Grand-duc• les chiroptères,• les reptiles,• les insectes, ont été effectuées sur plusieurs mois (mars, avril, mai...). La transmission du rapport de synthèse par le bureau d'études doit intervenir avant la fin de cette année. Pour tenir compte du nouveau phasage, l'exploitant a par ailleurs précisé que le prochain suivi serait réalisé dès 2026. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre, dès réception, le rapport de synthèse du suivi faunistique réalisé en 2024. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 2 : Registres et plans

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015, article 8.4.1 |
| Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation |
| Prescription contrôlée : [...] Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, |

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • les bords de la fouille, • les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs, • les zones remises en état, • le maillage relatif à la mise en place des matériaux inertes (découverte) dans le cadre du réaménagement, • ... <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation pour l'année en cours a été présenté lors de la visite. Celui-ci, qui reprend notamment les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre et ses abords dans un rayon de 50 m, • les bords de la fouille, • les courbes de niveau, <p>ne fait pas apparaître de façon précise, en dehors de quelques secteurs, les zones remises en état, alors qu'un code couleur spécifique est présent dans le cartouche du plan.</p> <p>En ce qui concerne le maillage relatif à la mise en place des matériaux inertes (découverte), celui-ci n'apparaît pas sur le document, mais il est matérialisé en annexe du plan de gestion des déchets inertes.</p> <p>Parallèlement au plan d'exploitation "global", l'exploitant dispose également d'un plan d'exploitation "court-terme" dont la mise à jour est effectuée selon une fréquence semestrielle.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de disposer d'un plan d'exploitation matérialisant l'intégralité des informations mentionnées à l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 6 mois</p> |

N° 3 : Registres et plans

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015, article 8.4.2</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Plan topographique</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met à jour le plan topographique au 1/2000^{iem} de son exploitation, au moins une fois par an... [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan topographique mis à jour le 2 octobre 2023. Le plan 2024 est en cours d'élaboration, avec des relevés par drone, réalisés au début du mois d'octobre.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Prévention des pollutions

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015, article 8.5.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux dans le milieu naturel</p> |

| |
|--|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>En période d'extraction, les eaux de ruissellement internes au site de la carrière sont dirigées, au fur et à mesure de la progression de l'exploitation, vers un bassin d'infiltration en point bas de la carrière.</p> <p>Les eaux rejetées au milieu naturel, par infiltration dans les sols, doivent satisfaire les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le pH compris entre 5,5 et 8,5, • la demande chimique en oxygène sur effluent non-décanté (DCO) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101), • la teneur maximale en hydrocarbures totaux inférieure à 1 mg/l (norme NF T 90 114). <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède à l'extraction du gisement avec une légère pente, ce qui permet de diriger les eaux de ruissellement vers un point bas du gradin en exploitation. Ces eaux sont ensuite infiltrées au niveau d'une aire dédiée.</p> <p>Des analyses sont réalisées deux fois par an par prélèvement direct dans la zone d'infiltration. La dernière analyse effectuée le 29 janvier 2024 par le laboratoire LECES montre que les valeurs limites, fixées à l'article 8.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, sont respectées (hydrocarbures totaux : 0,05 mg/l, DCO : 5 mg/l, pH : 8,2).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Nuisances sonores et vibrations

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015, article 8.6.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruit</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores est effectué dans les 6 mois suivants la notification du présent arrêté, puis tous les cinq ans.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport de contrôle des niveaux sonores daté du 30 avril 2021 a été consulté lors de la visite.</p> <p>Le contrôle, qui a été réalisé par la société AD INGENIERIE, montre que les seuils réglementaires sont respectés tant en limite de propriété qu'au niveau de la zone à émergence réglementée la plus proche (maison éclusière).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Prévention des risques

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015, article 8.7.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque engin dispose d'un extincteur homologué permettant d'intervenir, le cas échéant, rapidement et d'un kit anti-pollution. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par une entreprise qualifiée.</p> |

[...]

Constats :

Lors de la visite, la présence de l'extincteur et du kit anti-pollution a été constatée dans une chargeuse sur pneus. L'état de ces équipements n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

En ce qui concerne les extincteurs, la dernière vérification par un prestataire extérieur (PARFEU EST) a été effectuée en septembre 2023 ; la prochaine étant programmée en novembre 2024.

S'agissant des kits anti-pollution, aucun organisme spécialisé n'ayant été identifié par l'exploitant, ce dernier procède à des vérifications internes dans le cadre des visites Sécurité Ordre Propreté (SOP). Pour l'année 2024, des visites de ce type ont été réalisées sur les mois de mars, juin et octobre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- de transmettre une copie du registre de vérification des extincteurs, permettant de confirmer la vérification prévue en novembre,
- de justifier de la qualification des intervenants internes en charge de la vérification des kits anti-pollution.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois